

Fermer

## THE CONVERSATION

L'expertise universitaire, l'exigence journalistique

# « Barcelone ou la mort » : au Sénégal, des femmes et des hommes en quête d'avenir

26 novembre 2020, 21:05 CET



Un migrant du Sénégal secouru à bord du navire de l'ONG Sea Watch 3, le 31 janvier 2019 au large des côtes du sud-est de la Sicile en Italie. Federico Scoppa/Afp

### Auteur



#### Nelly Robin

Chercheuse en géographie, Institut de recherche pour le développement (IRD)

Depuis le mois de septembre 2020, l'ampleur des départs en pirogue d'émigrants du Sénégal vers les îles Canaries a interpellé les politiques et ému l'opinion publique, informée des naufrages répétés et des pertes en vies humaines au large de Dakar.

Selon le ministère de l'Intérieur espagnol, plus de 16 700 immigrants sont arrivés aux Canaries depuis le début de l'année 2020. L'OIM considère qu'au moins 414 personnes seraient mortes cette année en tentant de rejoindre l'archipel espagnol.

Les migrants d'Afrique subsaharienne ont repris la route Atlantique en raison des récents accords conclus entre, d'une part, l'Europe et, de l'autre, la Libye, la Turquie et le Maroc, qui visent à fermer les routes migratoires de la Méditerranée.

Tous souhaitent comprendre les motivations de ces candidats à « Barça wala Barsakh » (Barcelone ou la mort), issus d'horizons géographiques et sociaux variés. Les îles Canaries, territoire espagnol, constituent un tremplin vers l'Espagne continentale. Ainsi, après quarante jours dans les camps

installés sur cet archipel, sans décision judiciaire justifiant une expulsion du territoire, il est prévu que les candidats à l'immigration soient transférés en Espagne (partie continentale) et libérés.

Cet article, tiré de l'étude « Immobilité sociale versus mobilité sociale – Les causes profondes de l'émigration internationale », entend déconstruire les idées reçues sur les causes de l'émigration et faire entendre le point de vue subjectif des acteurs de la migration afin de rendre compte des conditions dans lesquelles se construit la décision d'émigrer.

## **Des idées reçues à déconstruire**

Des travaux scientifiques récents invitent à repenser le lien entre migration et développement, et rappellent que ce ne sont pas les plus pauvres qui migrent. Trois idées connexes s'ensuivent. D'abord, le seul facteur « misère » ne vaut pas : les personnes ne quittent pas leur pays uniquement pour un motif économique. Ensuite, il a été démontré que la migration a tendance à accroître le développement des pays d'origine, notamment via les remises, les transferts de fonds et la création d'emplois par les migrants qui investissent dans leur pays d'origine. Enfin, de nombreux travaux soulignent que le développement accroît la mobilité plutôt qu'il ne la réfrène : émigrer nécessite des moyens financiers dont ne disposent pas les populations les plus déshéritées.

D'où notre volonté, de dépasser l'approche de la migration par des déterminants extérieurs et de penser l'émigration « de l'intérieur », de se placer du point de vue des candidats au départ et de ceux qui ont fait l'expérience de la migration.

Si nous ne pouvons nier que l'espoir d'une vie meilleure a des effets sur le déplacement d'individus ou de collectifs, les conceptions « économicistes » et déterministes des migrations restent partielles et insuffisantes pour une pleine compréhension des causes de l'émigration sénégalaise actuelle. En défendant la nécessité d'adopter un autre point de vue et de formuler de nouvelles questions, cet article invite à dépasser les approches mettant en avant la causalité économique, ainsi que celles qui privilégient le « paradigme aventureux ».

Les entretiens, réalisés en 2019 au Sénégal auprès d'artisans, de pêcheurs, de diplômés du supérieur sans emploi et de jeunes en rupture scolaire, femmes et hommes, du monde rural (bassin arachidier) ou urbain (Mbour, Thiès, Yeumbeul), témoignent des causes de l'émigration récente du Sénégal vers l'Europe, via la route des Canaries.

## **Emigrer, une exigence sociale**

La crise de la gouvernance des systèmes éducatif et politique induit une dévaluation des diplômes et un déclassement sur le marché du travail. Ces évolutions accentuent les inégalités, sociales et économiques, et brisent l'ambition des jeunes qui souhaitent être des acteurs de développement. Cette perte de confiance dans l'efficacité de l'action publique et dans l'éthique en politique s'exprime en milieu rural comme en milieu urbain. Un jeune du Bassin arachidier explicite les failles du système et les injustices ressenties :

*« On ne doit pas s'étonner que les jeunes partent au péril de leur vie, tentent leur chance dans les pirogues ; ils savent pertinemment qu'ils peuvent y rester mais ils ne peuvent pas concevoir d'être dans cette misère avec tous leurs diplômes. Ici, si tu n'as pas de moyens financiers, tu es insignifiant, personne ne te considère, et c'est pourquoi les gens partent. »*

Ces questionnements expriment une demande de justice sociale, plus précisément une demande d'égalisation des chances dans les domaines de l'emploi et de l'éducation.

## **Des trajectoires de promotion sociale dans l'impasse**

Cette demande d'égalisation des chances dans les domaines de l'emploi et de l'éducation est posée par des candidats à l'émigration, femmes et hommes, âgés de 25 à 39 ans, dotés de diverses qualifications professionnelles.

Tous sont convaincus de la qualité de leurs compétences ainsi que de l'opportunité et du potentiel de leur métier. Mais, ils regrettent le manque de reconnaissance de leur savoir-faire et du travail accompli, et les difficultés rencontrées pour améliorer leur outil de travail et accroître leurs revenus. Un jeune capitaine de pêche de Mbour explique ainsi :

*« Si nous, les pêcheurs, on avait un peu de soutien dans notre travail, on n'aurait pas besoin de partir en Europe parce qu'aujourd'hui, avec notre métier, on peut gagner plus d'argent que celui qui est en Europe. C'est l'un des métiers les plus rentables, mais c'est qu'on n'a pas assez de moyens et on n'a pas de soutien. »*



Des filets de pêche abandonnés sont visibles le long du littoral à Mbour le 17 novembre 2020. Le manque de travail pour

les jeunes et la diminution des stocks de poissons poussent les jeunes pêcheurs sénégalais à tenter l'émigration par tous les moyens. John Wessels/AFP

Plus globalement, les artisans et les pêcheurs soulignent une sous-exploitation de leur capital humain, qu'ils attribuent à la difficulté d'épargner (en raison du poids des dépenses domestiques, aux conditions de prêts inappropriées à leur situation et au contexte social, notamment lorsqu'ils prévoient l'hypothèque de biens comme la maison ou la voiture) ; aux difficultés d'accès aux aides publiques ; et à la « concurrence déloyale, liée à des droits de pêche et des marchés dans le bâtiment, attribués à des sociétés étrangères, sans qu'elles n'aient obligation d'employer de la main-d'œuvre locale ».

Pour toutes ces raisons, l'émigration est vue comme une forme d'action visant à acquérir une expérience professionnelle reconnue et une capacité d'épargne par l'accès à des revenus supérieurs (à travail égal) et une « mise à distance » des obligations familiales quotidiennes.

« Ce qui pousse les gens à faire l'aventure, explique un candidat à l'émigration rencontré pendant l'enquête, c'est que c'est plus facile d'économiser à l'extérieur qu'ici ». « Celui qui n'est pas là, il a le temps d'économiser et c'est lui qui est bien vu ; la famille ne se rend pas compte que celui qui est là n'a pas le temps d'économiser à cause de la famille », confirme un autre.

## **Dévaluation des diplômes et déclassement sur le marché du travail**

Parallèlement, le discours des personnes diplômées, du bac à l'enseignement supérieur (master/ingénieur), est sans ambiguïté. Elles dénoncent la dévaluation des diplômes, qui conduit à un déclassement sur le marché du travail. Il s'agit de femmes et d'hommes, âgés de 25 à 35 ans, la plupart célibataires, faute de ressources pour prétendre à un mariage.

Pour ces jeunes, une seule interrogation : « Les jeunes n'ont jamais été autant diplômés ; s'insèrent-ils mieux professionnellement pour autant ? » Cette question, au centre des débats, en appelle d'autres : jusqu'à quel point la « massification scolaire » a-t-elle porté ses fruits en termes de mobilité sociale ? Et en se diffusant, le diplôme a-t-il perdu de la valeur, face à une offre d'emplois hautement qualifiés qui n'évolue pas au même rythme ?

Ces questionnements portés par des jeunes diplômés expriment une double aspiration : qu'entre diplôme (savoir et maîtrise des savoir-faire) et rémunération, la relation soit établie et, qu'au-delà de la sphère professionnelle, le diplôme confère un statut social.

Or, tous ont le sentiment qu'aujourd'hui « le diplôme ne constitue plus un passeport fiable pour l'accès à l'emploi » et n'est « plus l'indicateur privilégié du mérite ».

Ils attribuent cela aux entreprises qui font primer sur les diplômes une logique d'économie salariale, conduisant à une sous-qualification des personnels dont les critères de recrutement restent relativement obscurs et largement empreint d'une logique de népotisme. À quoi s'ajoute le « complexe des entreprises » qui fragilise la « valeur d'échange » des diplômes nationaux publics sur le marché du travail. À diplôme égal, les perspectives d'embauche diffèrent selon que l'on a réalisé (ou non), au

moins partiellement, son cursus universitaire à l'étranger et/ou si l'on a (ou non) une expérience professionnelle à l'étranger (Europe, Canada, États-Unis, prioritairement).

Un jeune diplômé en ingénierie mécanique témoigne :

*« J'ai présenté mon CV à deux grandes entreprises ; l'une à Dakar, l'autre vers St. Louis. Les deux DRH m'ont posé la même question : tu connais quelqu'un qui travaille ici ? J'ai répondu non. Le même conseil m'a été donné : reprends ton CV, ne perds pas ton temps et ne me fais pas perdre le mien. »*

L'émigration est alors conçue comme une « stratégie compensatoire », même si elle inclut, « dans le pays d'immigration, un déclassement sur le marché du travail supérieur à celui vécu au Sénégal », et un recours à des voies illégales.

Toutefois, les critères économiques et politiques seuls ne sont plus suffisants pour comprendre la décision d'émigrer et le choix périlleux de la « route des Canaries ».



Afrique sociologie migrations Sénégal